

361.0 - RO/DM

Beijing, le 20 janvier 1992

Note de dossier

La Chine et la non-prolifération

Dès la reconnaissance des effets néfastes de la bombe atomique, la non-prolifération de cette arme est devenue un but important de la politique des puissances nucléaires. Seule la France n'était pas membre du traité de non-prolifération parmi les nations détentrices et productrices de ces armes. Mais le courant de la science ne pouvant être freiné, certaines autres nations ont développé la bombe ou sont en train de le faire. Par le fait que le traité de non-prolifération est souvent considéré, en ce qui concerne son contenu, comme un "diktat" des pays industrialisés, ils hésitent de le signer.

La fin de la bipolarité entre les Etats-Unis et l'Union soviétique avec l'effet d'une rivalité accentuée entre les pays qui ne ressentent plus la force policière des superpuissances, a mis le monde devant le danger réel d'une prolifération non-contrôlable. La Chine, avec ses propres buts sur la scène internationale et avec son pragmatisme financier bien connu, a commencé de combler cette lacune entre contrôle des anciens pouvoirs nucléaires et les aspirations des jeunes. Ceci d'autant plus que les "jeunes" sont prêts à payer prix fort pour cette technologie revendiquée. Les Chinois ne se sentent pas liés par le code moral international qu'ils considèrent, en premier lieu, comme code dans les intérêts des grands pouvoirs industriels et, de plus, comme code de valeurs occidentales.

La Chine s'est déclarée néanmoins prête, sous la pression du milieu international, à signer le traité de non-prolifération. Malheureusement, il faut être sceptique quant à sa volonté de s'y tenir. Il y a des précédents dans les assurances des Chinois devant l'Assemblée Générale des Nations Unies: par exemple en ce qui concerne l'application de l'embargo contre l'Irak, la Chine chargeait, en pratique, régulièrement des avions de transports jumbo de la ligne irakienne jusqu'à la fin de 1990. Il y a des preuves que du matériel de guerre était envoyé en Irak par cette voie qui était d'ailleurs aussi utilisée par la Corée du Nord.



Quatre pays sont aujourd'hui au centre de l'intérêt chinois pour cette sorte d'échanges de marchandises, notamment la Corée du Nord, l'Iran, le Pakistan et l'Algérie. Dans tous ces cas, la Chine a ouvertement déclaré qu'elle livrait de la technologie dans le domaine des réacteurs nucléaires à des fins pacifiques. Elle ne dispose pourtant que de peu de moyens techniques et technologiques à cette fin. La Chine a construit, jusqu'à maintenant, quelques petits réacteurs de recherche, la première station à 150 MW n'étant pas encore entrée en service. Les grandes centrales électriques en construction à Dayan Bay près de Hong Kong sont construites par la France, et les difficultés des maisons françaises avec les partenaires chinois proviennent principalement du manque de qualité et de précision du travail fourni par ces derniers.

Les raisons pour l'aide technologique pour ces pays sont à chercher dans la politique étrangère de la Chine, aujourd'hui de plus en plus aussi dans le profit de ces ventes. Le soutien chinois à la Corée du Nord date des années cinquante et commençait à inclure une composante nucléaire dans les années quatre-vingt. Aujourd'hui la Corée du Nord semble se prêter à des ventes d'armes et d'armements de toute sorte, comprenant des missiles Scud B et Scud D (portée de 1000 km).

Dans le cas de l'Iran, la direction des efforts chinois va vers l'augmentation du potentiel iranien qui pourrait être utile à la Chine dans le cas de révoltes de minorités ethniques le long de sa frontière occidentale. L'intérêt de Téhéran pour les républiques du sud de l'ancienne URSS pourrait, le moment venu, être utilisé par les Chinois pour créer deux fronts desquels les insurgés potentiels devraient s'occuper.

Le Pakistan a toujours joui du support de Beijing comme contrepoids à l'Inde. Bien que les relations sino-indiennes se soient améliorées sensiblement, Beijing prend les soins nécessaires pour expliquer au gouvernement à Karachi sa politique indienne. Les limites aux améliorations des relations entre l'Inde et la Chine semblent d'ailleurs atteintes aussi longtemps que les questions de frontières ne sont pas résolues.

Le soutien chinois à l'Algérie semble être dirigé vers l'Europe en général et la France en particulier. Il est d'autant plus inquiétant qu'il semble que la Chine continue à vendre même dans les cas où les intérêts chinois ne sont que partiellement satisfaits. L'aspect financier semble l'emporter de plus en plus.

Les mêmes réserves, quant à la volonté des Chinois concernant la non-prolifération, s'appliquent aux armes chimiques. Bien qu'il n'y ait pas de preuves d'exportation de telles armes par la Chine, on ne peut pas a priori exclure des activités dans ce domaine si le marché devait s'y prêter.

H. J. Roth